



INSTITUTION ADOUR

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 23 avril 2025
(Convocation du 16 avril 2025)

Aujourd'hui, le 23 avril 2025 à 15h45, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	5 5	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : Paul Carrère



OBJET : Foncier - Ressource en eau - Convention cadre avec la SAFER Occitanie - Départements des Hautes-Pyrénées et du Gers - Avenant n° 1

Exposé des motifs :

Dans le cadre de son programme d'intervention pour la ressource en eau et afin d'engager le stockage foncier en lien avec les projets de ressources, l'Institution Adour a signé le 27 juin 2011 une convention cadre de concours technique avec la SAFER Gascogne Haut Languedoc, plus précisément concernant les territoires des départements des Hautes-Pyrénées et du Gers.

Cette convention définit les modalités techniques et financières d'intervention de la SAFER GHF pour mobiliser des réserves foncières sur son territoire, pour permettre la réalisation d'ouvrages et la compensation des exploitations impactées par les projets de ressources. De même, en complément des acquisitions foncières, la SAFER intervient en gestion des biens mis en réserve pour l'Institution Adour.

Le projet d'avenant proposé par la SAFER porte sur les points suivants :

- mise à jour des signataires : actualisation de la dénomination de la SAFER et des deux signataires,
- article 3.1.2.1 : actualisation des taux du protocole « grands ouvrages » applicables sur les nouveaux stocks pour la nouvelle durée de stockage (maintien des anciennes conditions de stockages sur les stocks existants) et application de la TVA sur le prix de revient,
- article 4 : actualisation de l'article « garantie de bonne fin » en lien avec l'assujettissement à la TVA du prix de revient,
- article 5 : nouveau compte bancaire de la SAFER Occitanie,
- article 8 : prolongation de la durée de stockage.

Le reste des articles et principes d'actions prévus dans la convention initiale restent inchangés.

Considérant la convention cadre de concours technique n° 32-2011-01 entre la SAFER Gascogne Haut Languedoc et l'Institution Adour signée respectivement les 17 et 27 juin 2011,
Considérant le projet d'avenant n° 1 à la convention cadre, tel qu'annexé,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes du projet d'avenant n° 1 à la convention cadre de concours technique n° 32-2011-01, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer l'avenant n° 1,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 23 avril 2025 à Haut-Mauco,

Le Président,
Paul CARRÈRE



AVENANT N° 1
A LA CONVENTION CADRE DE CONCOURS TECHNIQUE N° 32-2011-01
Conclue en application de l'article L 141-5 du Code Rural

Cet avenant a pour objet la mise à jour de la convention signée les 17 et 27 juin 2011, entre la Safer GHL et l'Institution Adour, sur les 5 points suivants :

- Signataires : actualisation de la dénomination de la Safer et des deux signataires,
- Article 3.1.2.1 : actualisation des taux du protocole « grands ouvrages » applicables sur les nouveaux stocks pour la nouvelle durée de stockage (maintien des anciennes conditions de stockages sur les stocks existants) et application de la TVA sur le prix de revient,
- Article 4 : actualisation de l'article « garantie de bonne fin » en lien avec l'assujettissement à la TVA du prix de revient,
- Article 5 : nouveau compte bancaire de la Safer Occitanie,
- Article 8 : prolongation de la durée de stockage.

Le reste des articles et principes d'actions prévus dans la convention initiale restent inchangés.

Signataires :

Entre

L'Institution Adour, dont le siège social est 970 Allée Jean d'Arcet – 40280 HAUT-MAUCO, identifié au SIRET sous le numéro 25400226400078, représentée par son **Président, Paul Carrère**, désignée ci-après « **l'EPTB** »

Et

La Société d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural Occitanie, Société anonyme à conseil d'administration au capital de 6 982 624 €, dont le siège social est à AUZEVILLE TOLOSANE (31), 10 chemin de la Lacade, BP 22125, 31321 CASTANET TOLOSAN, identifiée au SIRET sous le numéro 08612023500113 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE (31), représentée par **Frédéric ANDRÉ**, Directeur Général, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'Administration du 27 mai 2021, et désignée ci-après par le sigle « **Safer** »

Article 3.1.2.1 – Détermination du prix de revient

➤ Pour les nouveaux stocks :

Les principes de calcul du prix de revient sont inchangés (page 5/6 de la convention 32-2011-01). **La modification porte sur le point c)** du tableau récapitulatif constitutif du prix de revient (page 7 de la convention initiale) via **l'actualisation des taux, en référence à la décision du 28 février 2025** du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Point c) du tableau récapitulatif :

c) Frais Généraux pour les stocks réalisés après signature de cet avenant		
c1) liés au stockage	Somme des prix principaux en stock au 31/12 de chaque année	1,48 % HT
c2) liés aux actes d'acquisition	Nombre d'actes d'acquisition de l'année concourant à la constitution du stock	1 863,93 € HT / acte
c3) liés au volume des réservations	Prix principal + frais d'acquisition + frais de stockage	5,75 % HT

Cette rémunération sera applicable pour la nouvelle durée du contrat à l'ensemble des stocks qui seront réalisés à partir de la date de signature de cet avenant.

➤ Pour les anciens stocks (réalisés dans les conditions de la convention de 2011)

Le changement porte sur le point c1 : le taux du protocole du 28 février 2025, précisé ci-dessus, devenant applicable à partir de la signature de l'avenant.

Les anciennes conditions de stockages sont maintenues sur les stocks préexistants pour ce qui concerne les points c2 et c3.

➤ Application de la TVA sur le prix de revient

Le prix de rétrocession sera calculé en fonction des dispositions décrites dans le tableau ci-dessus, majoré de la TVA au taux en vigueur sur ce prix de revient (TVA sur la totalité du prix de revient : a+b+c+d) ; le taux en vigueur au moment de la signature de l'avenant s'élève à 20 %.

Précision : le montant des avances financières réalisées par l'EPTB est en HT (article 3.1.2.2 inchangé). La TVA due sera réglée par l'EPTB le jour de l'acte (le montant dû se calculera comme suit : Prix de revient TTC, déduction faite des avances financières réalisées).



ARTICLE 4 – Garantie de bonne fin

En raison de l'application de la TVA sur le prix de revient, à l'échéance de l'avenant, si les biens sont attribués à l'EPTB, leur transfert de propriété à son profit sera effectué après paiement par l'EPTB de la TVA sur le prix de revient.

En l'absence de candidats aux conditions couvrant le prix de revient, l'EPTB s'engage à assurer la bonne fin de l'opération selon les principes suivants :

- soit par transfert de propriété à son profit des biens en cause pour une valeur correspondante au montant des avances financières dont la Safer reste redevable. Il sera dû par l'EPTB le montant de la TVA calculé sur le prix de revient HT.
- soit par versement à la Safer d'une subvention d'équilibre correspondant à la différence entre le prix de revient et le meilleur prix obtenu d'un candidat extérieur répondant aux conditions d'attribution de la Safer.

Article 5 – Modalité de paiement

L'EPTB se libérera des sommes dues à la Safer Occitanie sur le compte **CREDIT AGRICOLE DU LANGUEDOC** – code banque **13506** – code guichet **10000** - numéro de compte **00183725000** – clé RIB : **01**
IBAN : FR76 1350 6100 0000 1837 2500 001.

Article 8 – Durée de l'avenant

Le présent avenant produira ses effets dès sa signature. Il est établi pour une durée de 5 ans et sera tacitement prorogé jusqu'à l'exécution complète du mandat confié, sauf si l'une des parties décide d'y mettre fin par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis de 6 mois.

Visa du Commissaire du Gouvernement Agriculture, le 18 février 2025

Visa du Commissaire du Gouvernement Finances, le 13 mars 2025

Fait à AUCH, le 2 avril 2025, en 2 exemplaires

Pour la Safer Occitanie
Frédéric ANDRÉ
Directeur Général

Pour l'Institution Adour
Paul CARRERE
Président